

dire lequel de ces articles j'ai eu plus de plaisir à relire, j'avouerai que c'est celui qui glane des renseignements sur l'activité du premier consul de France à Bucarest, parce que j'avais déjà rencontré ce Gaudin au cours de mes recherches sur son ami et successeur, « le citoyen » Montal.

Malgré le déploiement d'érudition que le lecteur peut admirer à chaque pas, il faut reconnaître que la portée de la plupart de ces études reste limitée. Elles sont d'une incontestable utilité, soit, mais l'exagération de leur mérite dans l'introduction provoque la réaction contraire. En outre, l'acrimonie manifestée par Ariadna Camariano toutes les fois qu'elle découvrait des erreurs plus ou moins graves chez d'autres auteurs, vivants ou défunts, n'est pas un trait sympathique de sa personnalité. L'histoire de l'historiographie suppose un renouvellement incessant.

Andrei Pippidi

*Deutsche und Rumänen in der Erinnerungsliteratur. Memorialistik als Geschichtsquelle*, Herausgegeben von KRISTA ZACH und Cornelius R. ZACH, IKGS Verlag, Munchen 2005, 290 p.

Sur ce sujet qui, depuis une dizaine d'années, exerce un attrait croissant sur les sciences humaines, des savants allemands et roumains impliqués dans l'histoire des mentalités ont abordé les rapports entre leurs deux nations au cours d'un colloque qui a eu lieu à Jassy et dont les actes ont formé un volume des plus utiles.

L'importance de ce type de sources ressort du texte introductif où Alexandru Zub présente la bibliographie roumaine, mais il est évident que, en fait d'imagologie, on ne saurait trouver une étude meilleure que celle de Klaus Heitmann, dont il existe aussi une traduction en roumain. Dumitru Ivănescu a saisi cette occasion pour publier quelques lettres reçues par le boyar moldave Constantin Balș de la part de son secrétaire et administrateur qui, se trouvant à Berlin en mars 1848, lui envoya les premières nouvelles de la Révolution. Inévitablement, on a mis en cause la société littéraire « Junimea » et son rôle dans le développement de la culture politique roumaine selon le modèle allemand. Ce thème a été étudié par Lothar Maier qui a relu les souvenirs de Gheorghe Panu et Iacob Negruzzi. Un disciple de Zub, Lucian Nastasă, procède à des sondages dans les mémoires et la correspondance des intellectuels roumains ayant fait leurs études en Allemagne de 1864 à 1924. Le journal du roi Charles I fait l'objet des contributions de Vasile Docea, qui, depuis, a publié le premier volume, couvrant les années 1881–1887, et d'Edda Binder-Ijima, qui compare ce journal et les mémoires, destinés à offrir au public une version officielle de la période précédente. Il convient d'ajouter que Mme Binder-Ijima est l'auteur d'un livre amplement documenté et fortement pensé, *Die Institutionalisierung der rumänischen Monarchie unter Carol I*, qui a paru en 2003 et qui, étant récompensé par un prix de l'Académie Roumaine, devrait être traduit à Bucarest. Montrer à l'oeuvre la tradition de la corruption en Roumanie c'est ce que Cornelius Zach s'est efforcé de faire en citant des passages des mémoires et des journaux du XXe siècle. Cependant, le choix de ces témoignages n'est pas toujours convaincant, parce que chaque politicien qui écrivait le faisait pour noircir ses rivaux ou se faisait l'écho de racontars dont on ne peut presque jamais contrôler l'authenticité. Gheorghe I. Florescu recueille les références aux Allemands à travers le journal politique (*Memorii*) tenu par N. Iorga sous l'occupation de 1916 à 1918. Là aussi, le choix du sujet est discutable, parce que l'historien ne pouvait être qu'hostile aux forces militaires ennemies et à leurs collaborateurs roumains. Etant réfugié à Jassy, ce qu'il notait comme reflet de la situation à Bucarest provenait des rumeurs répandues depuis le territoire occupé. La même époque de la guerre se retrouve dans l'article de Günter Klein: cet auteur découvre l'étendue des difficultés éprouvées des deux côtés dans les souvenirs des témoins allemands, mais il aurait dû inclure aussi parmi ceux-ci l'écrivain Hans Carossa et un certain Dr Wilhelm Zekely qui s'est empressé de raconter ses souffrances (*In Rumänien 3 ½ Monate interniert*) lorsque l'armée impériale n'avait pas encore quitté la capitale roumaine. Pour revenir à Iorga, il eût été intéressant d'examiner ses commentaires au sujet de tels souvenirs : il y en a plusieurs, écrits en 1938–1940, par exemple son article *Une révélation, le maréchal von Mackensen parle*. Les mémoires de l'archevêque catholique Netzhammer, que les historiens roumains ont

accueilli avec un grand intérêt (voir dans cette revue même, pp. 179–190 et 191–199, ainsi que dans les volumes précédents, XLV, pp. 499–505, XLVI, pp. 509–512), sont étudiés par Krista Zach du point de vue du dialogue interconfessionnel que ce prélat avait tenté, sans beaucoup de succès.

Qu'il nous soit permis d'évoquer plus rapidement les dernières pages de ce recueil d'articles : il est question surtout des Saxons de Transylvanie, parmi lesquels il y a eu quelques mémorialistes (contribution de Harald Roth) et des Allemands de Bucovine, de Bessarabie et de la Roumanie d'après 1944, pour lesquels la seconde guerre mondiale a apporté l'épreuve de la déportation (voir Mihai-Ștefan Ceașu, Flavius Solomon, Gheorghe Onișoru).

Il faut dire que ce volume, malgré la qualité inégale des travaux qui le composent, a produit un certain nombre de conclusions essentielles pour l'avenir de nos recherches.

*Andrei Pippidi*

Giulia LAMI, *La questione Ucraina fra '800 e 900*, CUEM, Milano, 2005, 190 + VII p.; Giulia LAMI, *Ucraina 1921–1956*, CUEM, Milano, 2008, 155 p.

Inclure le sujet de l'Ukraine dans cette revue ne veut pas dire qu'on accueille l'idée qui tend à prévaloir aujourd'hui, celle d'un élargissement de l'Europe à l'Est : c'est tout simplement parce que l'Ukraine, telle qu'elle s'étale sur la carte à présent, comprend des territoires détachés de la principauté historique de Moldavie, et parce que, même au delà de cette frontière inactuelle, mais traditionnelle, l'espace limitrophe nous intéresse. Notre conception du Sud-Est européen suppose un glacis qui l'entoure, en s'étendant jusqu'en Galicie, de même qu'il pénètre à l'intérieur de la Slovaquie et de la Hongrie. Le nom même de l'Ukraine, comme Giulia Lami nous le traduit dès le début, signifie « pays frontalier ».

L'auteur, qui enseigne l'histoire des pays slaves à l'Université de Milan, n'a pas la prétention d'apporter des solutions nouvelles à des questions dont chacune userait une vie humaine. Ce livre n'est pas une oeuvre d'érudition du genre qu'on pratique brillamment à Harvard, où un groupe de spécialistes ont constitué l'Ukrainian Research Institute et sa revue. En usant très largement des travaux publiés jusqu'à ce jour, et leur nombre ne cesse d'augmenter, Giulia Lami a voulu se borner à diffuser de solides connaissances générales, dont l'absence empêche encore de comprendre l'expérience post-soviétique, en Italie comme ailleurs.

Pour placer la question ukrainienne dans son contexte historique véritable (non mythique), cet ouvrage ne commence pas avec la *Rus* de Kiev, héritage commun de trois destins nationaux divers, mais avec l'Union de Lublin et celle de Brest qui ont tracé la limite entre les chrétiens grecque et latine. Désormais, les Cosaques vont exploiter à leur profit les conflits entre les grands pouvoirs politiques de la région afin de s'arroger le droit à un Etat, ce qui ne sera pas accompli sans des luttes ardentes : désordres, rébellions et traités éphémères se succéderont jusqu'au partage de 1667 entre la Pologne et la Russie – car l'Union de Pereiaslav aura surtout une importance retrospective. Bientôt la Pologne va se retirer de la rive gauche du Dnepr et, à partir de 1686, l'extension de la Russie ne connaîtra plus d'obstacle, sauf le séparatisme de Mazeppa, écrasé en 1709, à Poltava, avec la défaite de l'allié suédois. Le premier chapitre, sans doute le plus difficile à écrire, prend fin lorsque les terres demeurées polonaises de l'Ukraine seront partagées entre la Russie et l'Autriche. Le chapitre suivant est consacré au réveil culturel ukrainien. La construction d'une identité nationale, à laquelle ont contribué francs-maçons, décembristes et autres libéraux-révolutionnaires, fut entravée par l'autorité de Moscou qui, cependant, n'a pu empêcher l'activité d'un Ševčenko ou d'un Kostomarov (historien auquel on doit une précieuse collection de documents). Du côté occidental de la frontière, les réformes de Joseph II ont permis de grands progrès dans le domaine de l'éducation. La multiplication des réflexions et des projets autour de l'autonomie « ruthène » fut encouragée par Vienne parce qu'elle apparaissait indissociable de la rivalité avec les sujets polonais de l'empereur. C'est en 1854 (et, de nouveau, en 1861) que la Bucovine fut séparée de la Galicie pour affaiblir le nationalisme